54e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 16 22 AVRIL 1937

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les " Revues "

SOMMAIRE

I. Une correspondance de l'historien Albert Sorel. — II. L'année 1867. Eclat de l'Exposition ; — ressemblance avec notre époque. — Les visiteurs illustres : le tsar, le roi de Prusse, Bismarck. — Un bal aux Tuileries. — Vulgarité de ce monde. — Craintes de guerre. — III. Situation religieuse du pays. — Les deux Frances. — La question sociale. — La *Lanterne* de Rochefort et son succès. — Progrès de l'idée républicaine. — Analyse du mal social et politique. — IV. Quelques portraits : Berryer, Lamartine, Troplong, Sainte-Beuve. — V. L'Empire parlementaire. — Erreurs du régime. — Tout s'écroule. — « *Ils n'ont cru qu'à l'habileté !* » — Ce qu'il faudrait pour gouverner : union de l'*autorité*, de la *science*, de l'*honnêteté !* Comme cela est rare !

I

Il n'est pas trop tard, nous l'espérons, pour mettre sous les yeux de nos lecteurs des extraits de la très curieuse et très intéressante correspondance d'Albert Sorel, publiée par la *Revue des Deux Mondes,* dans les livraisons des 1er, 15 novembre et 1er décembre 1936. Si nous avons attendu jusqu'à ce jour, c'est qu'une Causerie sur des lettres intimes n'est pas très facile à préparer. Le témoignage d'un Albert Sorel, même encore bien jeune, — 25 ans, — n'est pas négligeable pour l'histoire. Il fut un témoin d'une rare clairvoyance. Pour ceux de nos lecteurs qui aiment les études historiques ou qui professent eux-mêmes l'histoire, nous avons essayé de tirer parti de cette correspondance, en la replaçant dans son cadre temporel. Nous laisserons de côté tout ce qui ne concerne que les aspirations, les projets, les desseins d'avenir de Sorel lui-même. Nous ne recueillerons que les impressions, les jugements, les prévisions qui regardent l'histoire de son temps. Pourtant, un mot sur la correspondance elle-même, que nous avons sous les yeux.

Albert Sorel y écrit à un ami, Albert Eynaud, alors éloigné de Paris. Son intention évidente est de faire de ces lettres, presque quotidiennes, une sorte de journal suivi des événements. Sorel s'y exprime librement sur les hommes et les choses. On ne possède pas les réponses de l'ami. Tous deux appartenaient au département des Affaires étrangères. Tous deux professaient le culte de l'indépendance de caractère, le culte aussi de la patrie. Ils s'étaient connus, dès 1853, à la rentrée des classes du collège Rollin. Albert Sorel, né à Honfleur en 1842, arrivait de sa province, le cœur gros, l'air doux et sans défense. Eynaud, parisien, était interne comme lui. Une grande sympathie mutuelle les attira l'un vers l'autre. Tous deux intelligents, tous deux portés au rêve, ils construisaient l'avenir en commun. Durant les vacances, les Sorel invitèrent Eynaud. « Par ses fantaisies, parfois burlesques, Eynaud animait toute la maison paisible. » Plus tard, Eynaud suivit la carrière des consulats, tandis que Sorel était affecté, au ministère, aux affaires du Nord.

Tous deux avaient des ambitions littéraires. Sorel n'avait pas encore discerné sa vocation d'historien. Ce fut la guerre de 1870 qui l'orienta dans cette direction, où il fut fixé par Taine, rencontré à Tours. « En compulsant des documents, il eut la révélation du subterfuge de la dépêche d'Ems, expédiée par Bismarck, et qui lui suggéra l'*Histoire diplomatique de la Guerre franco-allemande,* dans laquelle il se montrait plus polémiste encore qu'historien. »

Les lettres à Eynaud s'échelonnent du 7 juin 1867 au 23 octobre 1869, période particulièrement critique, où se dessine le rapide et lamentable déclin du Second Empire, et où l'on assiste à l'éclosion d'une France antitraditionaliste et révolutionnaire, qui sera la République maçonnique de 1879 à nos jours. Rien de plus palpitant que ces origines lointaines du régime où nous sommes plongés et qui vient d'entrer, — en 1936, — dans sa troisième phase : la République socialiste, après la République radicale et la République opportuniste.

II

L'année 1867 est celle de l'Exposition. « Pour tous ceux qui arrivèrent à l'âge d'homme vers la fin du Second Empire, a écrit P. de La Gorce, l'année 1867 reste gravée en traits qui ne s'oublient pas. »

Et le grand historien catholique essaie d'en donner une vue d'ensemble :

« Qui pourrait peindre, dit-il, avec d'assez vives couleurs la brillante surface des choses : les étrangers se déversant dans la ville par toutes les voies nouvellement ouvertes [1] ; Paris devenu

[1] Allusion aux grands travaux du préfet Haussmann, qui avaient transformé la capitale. P. de La Gorce, témoin oculaire, avait 21 ans.

le séjour des princes et le rendez-vous des rois ; un prodigieux ensemble de kiosques, de pavillons, de galeries surgissant du sol pour abriter les richesses de l'univers ou servir d'asile au plaisir ; l'assemblage de toutes les pompes, pompes industrielles, artistiques, mondaines, civiles, militaires ; toute une population attentive à récréer ses visiteurs, à les amuser surtout, et ingénieuse en cet art au point de paraître frivole elle-même ? Mais qui pourrait noter aussi les dissonances lugubres que le soin le plus raffiné avait peine à étouffer ? Hommes mûrs ou déjà vieillards, tous les survivants de cette époque en ont gardé une double sensation, sensation d'éblouissement, sensation d'effroi. Jamais les rues ne furent plus animées, les magasins plus éclatants, les auberges plus encombrées, les lieux de divertissement plus remplis. Jamais le grand monde et le demi-monde, emportés par un égal étourdissement, ne se côtoyèrent en une liesse pareille, en une pareille franche-lippée... Cependant, par intervalles, éclatait un cri de détresse, comme celui d'une femme qui se trouve mal en un festin : c'était celui de la France redevenue lucide et qui se découvrait un coin de l'avenir. »

Ce tableau nous frappe d'autant plus, nous Français de 1937, qu'il va probablement se reproduire avec la grande Exposition parisienne à laquelle tout l'univers est convié. Et de même que l'actuelle Exposition a été projetée, préparée et lancée sous le signe de l'obsession de la guerre, de même, sur celle de 1867, se profilait l'ombre menaçante d'une Prusse victorieuse et sur armée. Le 15 décembre 1866, avait été scellée la Confédération de l'Allemagne du Nord, à la suite de la guerre austro-prussienne, de la défaite de l'Autriche à Sadowa et du traité de Prague. En France on avait voulu se rassurer au moyen de la thèse dite « *des trois tronçons* [1]. » — Mais à peine Rouher, répondant à Thiers au Corps législatif, avait-il développé cette rassurante théorie, que Bismarck l'avait mise à néant, en proclamant au Reichstag qu'il y avait eu, avant même la conclusion du traité de Prague (24 août 1866), des traités secrets unissant, dans une alliance défensive et offensive, les Etats du Sud avec la Confédération de l'Allemagne du Nord. Au lieu de trois tronçons, il n'y en avait plus que deux. L'Autriche et la France avaient été jouées. Après quoi, notre gouvernement avait reçu un nouveau soufflet, par le refus de toute *compensation* ou, comme disait ironiquement Bismarck, de tout *pourboire,* pour sa neutralité de l'année précédente. Dans les jours qui précédèrent l'ouverture de l'Exposition, des pourparlers fiévreux se déroulèrent. On put craindre la guerre. Puis tout s'apaisa, grâce à une attitude moins menaçante de Bismarck et au recul prudent de notre diplomatie.

L'ouverture eut lieu le 1er avril, alors que tout n'était pas éclairci. Mais vers le milieu de mai, on put se livrer sans réserve à la joie. Il y avait 52.000 exposants. L'Exposition, quittant le Palais de l'Industrie, qui avait abrité ses trésors en 1855, avait élu domicile au Champ-de-Mars. La féerie dura six mois.

La liste des rois qui y vinrent est surprenante. Le roi et la reine des Belges, puis la reine du Portugal se présentèrent les premiers. Après eux les grands rôles : le tsar arriva le 1er juin, suivi de près par le roi de Prusse accompagné de son terrible chancelier, Bismarck, déjà terreur de l'Europe.

C'est à ce moment précis que s'ouvre la correspondance de Sorel. Il écrit le 7 juin :

« Le Tsar est arrivé samedi. Il y avait grande foule sur les boulevards. La circulation était interdite, la voie couverte de gens : il y en avait à toutes les fenêtres, jusque sur les toits. Partout des drapeaux russes et français. Cette foule était curieuse, mais indifférente. Des badauds cosmopolites ou des Parisiens haussmannisés. Cependant cet empressement avait sa raison. Pourquoi attribuer tant d'importance au tsar ? Espérait-on que l'Empereur influencerait cet autocrate ? Désirait-on se faire en Orient, au détriment de l'alliance anglaise, les agents du panslavisme et les amis des gens qui se serviront de nous, mais reviendront toujours à la Prusse ? Etait-on, en bons démocrates autoritaires, désireux de contempler un vrai despote ? Il y avait de tout cela [1]. Bref, sans aucune bonne raison, on attachait de l'importance à sa rencontre. Lorsque l'Empereur, allant à la gare, a traversé les boulevards, il a été très vivement acclamé... Une demi-heure après, le cortège a défilé. Moins de cris qu'auparavant. On a, dit-on, un peu crié, vers le faubourg St-Denis : Vive la Pologne ! Pour ma part, je n'ai rien entendu. Le lendemain, foule énorme autour des courses. Jamais je n'ai vu tant de luxe de voitures. Même curiosité calme. Mais, les jours suivants, les cris de : Vive la Pologne ! se sont multipliés, à Cluny les étudiants, à l'Opéra le peuple, au Palais de justice Floquet et autres purs ont reçu par des acclamations peu bienveillantes le tsar. Enfin, hier, on a tiré sur la voiture, où il était venu avec l'Empereur, un coup de pistolet. L'assassin est Polonais [2]. On m'a assuré, — j'étais à peu de distance, — qu'il a crié en tirant : « Vive Napoléon ! »

On comprend que le tsar n'ait pas gardé de sa visite à l'Exposition un très bon souvenir. Il s'y était pourtant bien diverti, notamment à la représentation, à l'Opéra, de la fameuse opérette d'Offenbach : *La Duchesse de Gérolstein,* qui fit fureur à l'époque. Il devait se rappeler, en 1870, les cris poussés sur son passage en faveur de la Pologne.

La visite du roi de Prusse souleva encore plus de curiosité. Bismarck, après avoir hésité à venir, s'était décidé au dernier moment. Voici le croquis de Sorel :

[1] Pour se défendre d'avoir favorisé l'unité allemande, le gouvernement français disait triomphalement que l'Allemagne, loin d'être unifiée, était divisée en trois tronçons : *Allemagne du Nord, — Allemagne du Sud, — Autriche.*

[1] Dans l'éventualité d'un conflit prochain et inévitable avec la Prusse, le cabinet des Tuileries espérait effacer dans l'esprit du tsar la mauvaise impression causée par les sympathies françaises en faveur de la Pologne, lors du soulèvement de 1863. Bismarck, faussant compagnie à l'Europe, avait au contraire offert à la Russie le droit de poursuite des insurgés sur territoire prussien !

[2] Un nommé Bereszowski, réfugié, qui fut condamné par la cour d'assises aux travaux forcés à perpétuité.

« Le roi de Prusse est arrivé mercredi (5 juin). Même cérémonial. On craignait un peu de bruit, à cause de Bismarck. Les journaux officieux avaient prêché l'hospitalité au peuple le plus banalement hospitalier qui soit. L'accueil a été moins empressé, plus froid que pour le tsar, mais très digne. Tout le monde était en uniforme et Bismarck s'était, bien entendu, affublé du fameux costume de major de cuirassiers : tunique et culotte blanches, épaulettes d'argent mat, bottes fortes, casque énorme, avec paratonnerre et visière tombant sur les yeux. C'est horrible et ridicule. Bismarck avec cela est affaissé, fatigué. On le regarde en bête curieuse, avec un peu de prudence ; on croit voir la griffe. Il y a du banquiste (saltimbanque) dans cet homme d'Etat, qui est bien de son temps. Il paraît charmé de cet accueil.

Quant au vieux roi, il porte gaillardement son uniforme et ses 72 ans [1]. L'uniforme est simple et beau, le panache à plumes noires et blanches corrige le casque. Ce vieillard raide sur son cheval, à figure martiale et bienveillante, — politique médiocre, mais caporal mystique et convaincu, — a produit sur tout le monde l'effet qu'il avait produit sur moi, à Berlin. Il est simple et bienveillant de manières. Il parle volontiers au premier venu et garde son rang de roi. Enfin, il est très brave et ne craint pas le feu. Son fils est également un bon officier [2]. Autour d'eux tout le monde parlait de Sadowa. On ne les aime pas, ils sont nos ennemis, on se battra volontiers contre eux, mais ils ont bon air. Hier, à la revue, ils ont eu tous les honneurs de la fête. L'attention qu'ils mettaient à examiner l'armée a plu. Enfin ce vieux roi, je le répète, immobile sur son cheval, a frappé le public. En somme, ils sont arrogants ; nous voudrons leur donner une leçon, mais ils ont fait leur affaire, et ils l'ont faite bravement... »

Sorel nous fait part aussi des impressions du public contre le gouvernement : — « Toute cette vie factice, tout cet étalage de luxe aura son temps. Le gouvernement devrait le comprendre. Il se perd ainsi. On murmure contre les rues barrées, la circulation constamment interdite, contre les dépenses énormes que nécessitent ces fêtes... »

Le 14 juin, dans une autre lettre, Sorel parle de l'aveuglement des ministres et de l'Empereur.

« Nous avions des traités d'alliance offensive et défensive, avec les Etats du Sud, écrit-il, voilà maintenant l'union commerciale [3]. Ils enverront, pour les affaires commerciales, des députés au parlement du nord. J'ai peine à croire que ces députés ne parlent pas, au moins dans les couloirs, de politique et ne rapportent pas chez eux certaines impressions communes. Puis, les questions de législation, de poids et mesures, etc., viendront et seront traitées... Que restera-t-il à faire ? A proclamer l'unité établie dans les faits... Ici on n'y voit pas clair, on n'y voit, on n'y pense pas. On va à l'Exposition, on court les filles, on spécule et on regarde passer les souverains... »

[1] Sorel se trompe de deux ans : Guillaume, né en 1797, avait 70 ans.

[2] Il s'agit de Frédéric III, qui ne régna que 99 jours, en 1888, et fut père de Guillaume II.

[3] Nous avions..., ne veut pas dire que la France avait cela, mais : « Nous avions en face de nous une Prusse ayant des traités d'alliance, etc. — Maintenant, s'y ajoute le *Zollverein*. »

Et voici une description de bal aux Tuileries :

« Bref, comme partout de nos jours, une entente remarquable du décor, mais une mauvaise musique et de pitoyables exécutants. On ne faisait peut-être pas mieux sous le grand Roi ; mais quelle différence dans les personnages ! Les hommes cagneux, ventrus, mal faits, mal coiffés, mal rasés, mal vêtus... Les femmes... Tu sais que je n'ai qu'une admiration médiocre pour mes contemporaines. Je reconnais que personne ne fait et ne cultive mieux qu'elles la mode ; qu'elles ont un chic incomparable ; elles sont amusantes et aptes de tout point à former des maîtresses accomplies ; peu de passion, beaucoup de nerfs ; pas de pamoisons ni de voluptés extatiques, mais l'instinct inné du plaisir raffiné ; pas de sérieux, pas de déclamation, pas de midi cherché à quatorze heures. Le plaisir est une bonne chose défendue ; on la goûte si on peut ; on s'en confesse à Pâques, et, si l'on a su respecter les dehors, on est en paix et tout est dit. Je m'arrête voulant simplement dire que ces femmes, charmantes pour la vie élégante, superficielle et sensuelle, sont d'un effet décoratif médiocre, malgré l'élégance de leur mise. L'ensemble ne vaut rien. Elles sont trop petites ; les vieilles et les laides abondent et les épaules ridées, les graisses qui s'étalent et suent sont déplorables... Et quelle tenue !... *Nous marchons de plus en plus au pancocotisme.* Pour arriver à souper, on se bousculait comme à une porte de bal public, les femmes sur les hommes. Du reste, une odeur pitoyable, mêlée de parfums âcres, de poudre de riz... Puis, quels propos ! Des affamés !... On se disputait les places. Une femme de soixante ans, avec un diadème de diamants, que l'on bousculait, se trouve lancée près de moi, je veux la préserver naïvement : « Vous me prenez ma place, monsieur », me dit-elle, d'un ton de harengère qui fait queue à l'Ambigu... Au fond, c'était dégoûtant et les gens du Nord, habitués au respect majestueux et automatique des gens de cour, devaient avoir une idée singulière de cette élite de la société française, qui se conduisait chez nos souverains comme une bande de viveurs en goguette au milieu d'une auberge où l'on ne paye pas. »

Notez que cette haute société est encore, dans son immense majorité, chrétienne, au moins de conformisme. Mais, chez beaucoup, ce n'est qu'un vernis. Le paganisme est dans les cœurs ; il passe de là dans les mœurs.

Pendant qu'on s'amuse le sort de la France se décide à Berlin :

« On a publié le *Livre jaune* du Luxembourg [1]. Le *Moniteur* et les journaux le reproduisent. C'est un ouvrage peu réussi. Il voulait prouver que la France n'avait pas entrepris l'affaire : personne ne s'y trompe, et les contradictions entre les actes, que le style diplomatique ne parvient pas à dissimuler, et les discours du ministre d'Etat (Rouher) sont manifestes et n'échappent à personne... L'unité allemande est faite, comme je te le disais. Le

[1] La France avait réclamé comme « pourboire » d'abord la rive gauche du Rhin jusqu'à Mayence. Bismarck s'était servi de cette lourde exigence, jetée par une adroite indiscrétion au journal français *le Siècle*, et de là dans le grand public allemand, pour nous aliéner la sympathie des Etats du sud et les rallier à lui. Puis, nous avions espéré l'annexion du Luxembourg, que nous aurait cédé la Hollande. Mais Bismarck avait eu l'art de renvoyer la question à une Conférence à Londres, en avril 1867. Et le Luxembourg avait été simplement neutralisé.

traité de Prague est déchiré, dans le fait. La Prusse tient toute l'Allemagne dans ses mains. Cela a été fait la veille du départ du Roi pour Paris, comme les traités d'alliance militaire (entre la Prusse et les États du sud) l'ont été au lendemain du discours de Rouher. Il ne reste plus aux États du sud (Bavière, Bade, Wurtemberg) qu'une autonomie de nom et de cour. Tenus par la guerre et les affaires commerciales, ils sont les satellites de la Prusse. On n'y a d'abord rien vu. Mais depuis quelques jours, on ouvre les yeux... Indécision partout ; voilà le présent. Les voyages des souverains ont été de pompeuses parties de plaisir, qui n'ont rien rapporté qu'aux aubergistes, aux filles et à la valetaille. Cela n'est plus de notre temps. Ah ! je comprends la belle impression que doivent faire les ruines de la Grèce. Quel ordre et quelle grandeur, dans les œuvres, dans les esprits, dans l'histoire ! Mais, chez nous, quelle confusion ! Je vois ce tourbillon épais, lourd, enfumé, étouffant, de la vie démocratique. Toute délicatesse s'émousse à ces chocs tumultueux et continus ; tout s'éteint dans cette atmosphère trop dense et trop chargée ; l'œil se perd, on ne voit rien que soi-même, que ses petits plaisirs et ses petits intérêts. Il faut à l'homme un centre. Dans la démocratie, il ne le trouve plus qu'en lui-même. Est-il possible que, vue d'un regard plus haut, cette confusion soit comme celle de la nature où tout se limite et s'équilibre dans une si majestueuse harmonie ? Est-il possible que, de toutes ces ambitions individuelles, qui se heurtent grossièrement et ne voient qu'elles-mêmes, ressorte une idée générale, le développement de l'humanité et le progrès des âmes ? Sommes-nous des esprits dévoyés sur la trace des idées anciennes et sommes-nous incapables de comprendre ? Je ne sais, je n'ose me prononcer. Mais, si je suis mon instinct, je me retire de la foule et je m'en vais au dehors fraterniser avec les arbres et les rivières, m'oublier et m'abstraire... » (Lettre du 21 juin).

Pour les esprits clairvoyants, la guerre est désormais inévitable entre la Prusse et la France. Parlant encore du *Livre jaune*, dans une lettre du 27 juin, Sorel dit à son ami :

« On commence à y voir clair, c'est-à-dire qu'on voit le ciel trouble. Cependant fera-t-on la guerre ? On la fera, je le crois, parce que la Prusse la veut. J'entends qu'il y a en Allemagne un parti puissant qui a voulu l'unité par la Prusse uniquement pour la gloriole. Il faut se poser en puissance militaire. Pour cela, il faut une guerre avec nous... »

En réalité, le calcul de Bismarck était plus profond encore que Sorel ne le devinait. Ce n'était pas seulement « pour la gloriole », que Bismarck songeait à se mesurer avec la première armée du monde, la nôtre. Il calculait qu'il entraînerait l'Allemagne du sud dans l'aventure, qu'il achèverait l'unité allemande par le ciment d'une grande haine nationale contre l'ennemi héréditaire, enfin que l'unité serait scellée par la volonté commune des Allemands du sud et du nord de retenir un morceau de la chair française : l'Alsace-Lorraine !

Dans la nuit du 29 au 30 juin 1867, une dépêche arriva de Washington. Le ministre d'Autriche disait simplement : « L'empereur Maximilien a été fusillé ! »

Cette sinistre nouvelle jeta un froid sur les fêtes officielles, qui continuaient. Le sultan Abd-ul-Aziz était l'hôte de Paris. Le 9 juillet, un discours très modéré, mais au fond accablant, de Thiers résuma l'histoire de l'entreprise mexicaine dont le sanglant épilogue venait d'être connu. Nos dépenses, sans nul résultat tangible, s'élevaient à 600 millions, au bas mot, nos pertes à 6.000 hommes. Et la mort de notre ex-protégé, Maximilien, fusillé par ordre de Juarez, donnait la mesure de nos succès ! Sorel écrit, le 5 juillet :

« Maximilien est fusillé. Les journaux te diront ce que l'on sait de ce funèbre événement. Les fêtes sont décommandées, et voilà le pauvre Sultan tout désorienté. L'impression est funeste. Cette princesse folle [1], cet empereur trahi et massacré, quelle histoire, quel drame, quel dénouement à cette entreprise de petites intrigues, de menées sourdes, calculs privés [2], cachés à grand'peine sous des théories creuses inventées après coup, qui nous coûte si cher, tant d'hommes, un peu d'honneur, beaucoup de prestige, énormément d'argent !... »

Puis, il décrit l'état de la Chambre. Voici le raisonnement des députés de la majorité :

« Le gouvernement est l'ordre. L'ordre, c'est la richesse et le bien-être pour nous. Il ne faut pas ébranler le gouvernement. Il faut moins encore le blesser, car il est le pouvoir et c'est lui qui nous nomme. Cependant, à force de faire des fautes, le gouvernement se suicide ; l'opinion n'est ni aveugle, ni stupide ; il est clair que nous ne sommes pas avec elle... »

Et ces hommes, assez éclairés pour voir que le gouvernement faisait fausse route, mais trop asservis et trop poltrons pour le lui dire, encouragent secrètement les députés de l'opposition :

« Chacun trouve, poursuit Sorel, que l'opposition dit vrai ; dans les couloirs, dans un coin bien obscur, il vont joindre Picard ou Lanjuinais, Thiers surtout : « Dites-leur leur fait, dites-le-leur bien rudement. Allez ! allez donc ! »

Au dedans, ils crient et tapent les pupitres. Aucune bonne foi : ce sont des gens qui, froidement, de calcul, se sont dit qu'ils ne devaient pas laisser passer certaines choses ; ils protestent avec tumulte, mais sans passion. De là ce fait curieux que l'on repousse les demandes d'interpellation, mais que si, sur un sujet ou sur un autre, l'opposition tourne et attaque, on la laisse dire : on est, au fond, assez content. Si les autres pouvaient faire la besogne, ce ne serait pas si mal. Jamais on n'a été aussi violent, jamais on n'a été plus écouté. Au fond, Thiers tient la Chambre dans ses mains : on vote contre lui, mais on est de son avis. Il le sait, c'est sa force et c'est la rage des gouvernants .. Tu le vois, notre situation ne s'améliore pas. Le mal qui couve depuis dix ans fait chaque jour des progrès, et je nous vois toujours plus clairement poussés vers la crise. Un temps d'arrêt, on respire, on s'endort, et puis, coûte que coûte, il faut bien se réveiller. Et il en sera ainsi tant que les gens prendront le pouvoir pour lui-même et ne chercheront pas

[1] La femme de Maximilien, l'infortunée Charlotte de Belgique, qui n'est morte à Laeken, qu'en 1927, était devenue folle en 1867, lors d'une visite au Vatican.

[2] Allusion à la participation plus ou moins louche du duc de Morny à l'affaire des *créances Jecker*, ainsi nommées du banquier véreux, patronné par Morny, et qui devait être fusillé par les communards en 1871.

le bien public. Des idées, voilà toujours ce qui manque et surtout un peu de vertu... Que l'on ne dise pas : Il faut vivre d'expédients, attraper, duper, ruser, faire croire que l'on gouverne bien, profiter des passions du moment et se maintenir.

Je ne dis pas qu'on soit tout à fait à ce point, mais on y touche, et rien ne m'étonnerait Il y a un grand essor donné à l'industrie et aux affaires : cela ne peut se nier, mais le tableau est-il d'une lumière pure et éclatante? Il y a bien des ombres. Le principe est vrai : il faut que le plus de gens possible aient le plus de bien-être possible ; mais si on va trop vite, si on fait trop d'enrichis, s'il y a trop de contrastes et d'autant plus voyants qu'ils sont plus rapides, si, à côté d'une tourbe de parvenus égoïstes, vaniteux, ignorants, altiers, stupides et malhonnêtes pour la plupart qui jouissent effrontément, vous avez une plèbe accumulée à demi-décrassée, justement à point pour voir comment on vole et oublier comment on travaille, que l'on exalte en l'appelant « peuple souverain » et que l'on traite en canaille les lendemains d'élections, dont on irrite toutes les passions et les plus grossières avant les autres, la force, le vin, les femmes, l'argent qui procure tout cela, on arrive, au nom de l'égalité, à des antagonismes de classes, presque de peuples, qui deviendront effroyables et dont l'Angleterre s'épouvante et s'étonne en ce moment. Cela vient à dire que nos gens unissent tous les défauts d'une démocratie sans sincérité et sans règle, tous les vices d'une canaille parvenue qui s'est mise à la place de ses maîtres. Où est le mal ? Chacun veut tirer à soi, faire pour soi, et se moquer des autres ; on remet au lendemain, on s'amollit dans la médiocrité, on se contente de principes négatifs, et, en attendant, on se porte bien. Toujours la même chose : *le manque d'idées et de désintéressement.* »

Que ces lignes sont révélatrices ! Elles dévoilent le mal dont nous souffrons, et le montrent à son origine. Sorel nous fait voir, de façon crue, les dessous du Second Empire, démocratie autoritaire, d'inspiration toute matérialiste, avec des ménagements diplomatiques pour les forces spirituelles et religieuses. On avait érigé en idéal la course à la richesse. Les affaires marchaient. On ne voulait voir que cela. La bourgeoisie applaudissait un régime fait à sa mesure et pour ses ambitions de classe. Pourtant, le suffrage universel existant, il était inévitable que le peuple fût peu à peu amené à prendre conscience de sa force, à adopter l'idéal matérialiste de ses maîtres, à vouloir prendre place au banquet. L'idéal proposé aux classes moyennes avait été l'argent et le plaisir ; le monde ouvrier ne devait que trop bien comprendre ce programme terre-à-terre.

Sorel, dans une lettre du 11 juillet, revient sur ce sujet capital. Il est de plus en plus pessimiste, et ses critiques ne portent pas seulement sur le régime, mais sur toute la civilisation égoïste et jouisseuse de l'ère industrielle :

« La position s'empire, écrit il. Je nous vois en plus mauvais état qu'en 1828 et en 1847. Le gouvernement, alors, était moins déconsidéré, on ne croyait pas à sa chute certaine, on ne vivait pas au jour le jour, enfin, et le socialisme était moins effrayant. Car on en est arrivé là : à force de le gorger, on s'est fait détester du peuple de Paris, et, pour le gorger de la sorte, on se dépopularise lentement dans les campagnes. J'ai causé l'autre jour avec un démocrate avancé, mais nullement révolutionnaire : un idéologue. Il était presque effrayé de l'état de la population. On est convaincu que le gouvernement trompe le peuple; on est blessé de ce luxe outrecuidant, de ces fêtes, de ces cortèges, de ces chambellans, de toute cette bimbeloterie qui s'étale effrontément. Voilà les gens que nous nous sommes donnés pour maîtres, dit le peuple. Sophismes et vérités se mêlent et tout cela va loin. Voilà le vice des situations fausses. Viendra-t-il un temps où les honnêtes gens n'en seront pas réduits aux expédients ?... »

On remarquera que Sorel parle de tout cela en « honnête homme, » mais purement païen, comme aurait fait Polybe ou Tacite. L'idéal religieux était à ce point obscurci, même chez les meilleurs esprits, qu'ils consentaient bien à le respecter comme une relique du passé, mais non à le proclamer comme la grande force de résurrection morale de l'avenir.

Mais, au fait, où en était alors la question religieuse ?

III

Dans le domaine religieux, deux Frances étaient aux prises, depuis la Révolution, depuis l'*Encyclopédie* du XVIII^e siècle, la France catholique et la France voltairienne. Celle-ci recevait alors, en partie, ses inspirations d'un écrivain séduisant et captieux, séminariste passé au panthéisme hégélien et devenu professeur au Collège de France, Ernest Renan. Mais si Renan avait infléchi le voltairianisme des hautes classes dans le sens d'une incrédulité ironiquement respectueuse, une multitude de pamphlets, de romans, de libelles populaires, de chansons ou vulgaires ou obscènes, avaient fait descendre la haine antireligieuse jusque dans les dernières classes du peuple. Et chez les défenseurs officiels du catholicisme, on ne remarquait que trop souvent un pharisaïsme infiniment regrettable et parfois scandaleux.

Un incident qui se place en 1867 marque bien ces diverses nuances. Et c'est encore Sorel qui va nous dire les remous de l'opinion à ce sujet.

Les catholiques avaient fait une pétition pour demander l'interdiction, dans les bibliothèques populaires, des œuvres de Voltaire, Rousseau et quelques autres écrivains plus récents, que l'on y avait introduites. Les pétitions étaient légalement reçues par le Sénat. Vers la fin de juin 1867, la chose fut discutée à la Haute Assemblée. Sainte-Beuve, qui, en 1864, avait déjà pris la défense de Renan, à propos de la publication de la célèbre *Vie de Jésus,* demanda, cette fois encore, la parole :

« Il est revenu hier sur la brèche, écrit Sorel, le 27 juin, et a dit à ces vieux Tartufes toutes leurs vérités, avec un aplomb, une raideur, un courage, — il y en a vraiment, — on ne peut plus louables... Mais Dieu me garde de me ranger, pour un tel discours, dans les amis politiques du

critique ! [1]... Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il a très bien dit les choses que nous pensons : je n'en veux pas davantage. Les sénateurs sont ankylosés : de vieux libertins qui ont peur de l'enfer, voilà leur lot ! Tu sais que la discussion a eu lieu à propos d'ouvrages introduits dans une bibliothèque populaire. Que l'on ait blâmé ce choix, tout le monde trouve qu'on a bien fait. L'absurdité est d'avoir voulu juger les écrivains et s'ériger en commission de l'Index. »

Mais il y eut une suite. Les élèves de l'Ecole Normale Supérieure écrivirent une adresse de félicitations à Sainte-Beuve. Un extrait en fut publié sans leur aveu. L'élève qui l'avait rédigée fut mis à la porte ; l'Ecole se déclara solidaire ; le gouvernement licencia les élèves. De là, grosse émotion dans le public :

« Je comprends, dit Sorel, le 11 juillet, qu'on n'aime pas les normaliens ni l'Université. Mais, encore ici, il faut laisser de côté les sympathies. En politique, nous sommes placés entre l'Université, avec ses spiritualistes démocrates et officiels, — mais avec ses grands esprits que tu connais, — et l'enseignement clérical. Il faut choisir. On ne peut donc que déplorer cette tendance de plus en plus marquée du gouvernement au règlement des esprits. Les professeurs valent mieux que les programmes et c'est à cela que nous devons beaucoup. Mais si l'on entend chasser de l'enseignement le peu de libre pensée qui y reste, où irat-on ? Certes, certaines déclamations de petits pédants sont insupportables, mais c'est une conséquence d'un bien, et il est clair que c'est à une certaine tendance haute, libre, philosophique, qui règne dans les esprits, indépendamment des instructions officielles, que l'on doit le peu de vraie civilisation qui survive aux études tronquées, classifiées outre mesure, qu'il nous est donné de faire Ce sont les Sainte-Beuve, les Vacherot, les Havet, les Taine, les Renan, etc., qui impriment le mouvement où nous sommes et dont nous sommes si fiers Qu'importe qu'à côté de cela se trouvent d'ambitieuses médiocrités !... »

Ces lignes montrent bien la position d'une partie de l'opinion saine, mais trop rationaliste, de ce temps, et le vide causé dans les hautes sphères de la pensée par l'absence des Universités catholiques. Sorel ne voit pas qu'auprès de quelques très grands esprits, du reste fourvoyés, tels que Taine, Sainte-Beuve, Renan, Vacherot, l'Université compte quantité de brouillons sectaires, dont l'action sur les élèves demeure bien plus étendue et plus efficace que celle des grands maîtres. Il s'ensuit que l'œuvre de démolition religieuse, qu'il n'approuve pas, mais à laquelle il se résigne trop aisément, ne cesse de se poursuivre. Et il ne voit pas que c'est le grand malheur du siècle. Il est vrai, par ailleurs, que la défense religieuse, reposant sur des pétitions aux pouvoirs publics plutôt que sur un ardent esprit d'apostolat, en vue de reconquérir les masses ouvrières par la bienfaisance sociale, était bien faible. Le monopole universitaire jouait contre nous. Depuis Napoléon I^er^, il tendait à la substitution de la Science à la Religion, de la technique à la foi, du salut par le progrès humain au salut par Jésus-Christ. Et pourtant, Sorel le sentait, quand il parlait de la « question sociale, » point par où le problème religieux s'insérait dans la grande politique.

Renan avait écrit dans son *Avenir de la Science,* non encore publié, mais qui était sa philosophie secrète et qu'il tenait déjà dans son tiroir : — « Je crois, comme les catholiques, que notre société profane et irréligieuse, uniquement attentive à l'ordre et à la discipline, se souciant peu de l'immoralité et de l'abrutissement des masses, pourvu qu'elles continuent à tourner la meule en silence, repose sur une impossibilité [1]. »

Et voici Sorel (lettre du 19 septembre 1867) :

« Parlons jargon : la question sociale est plus confuse, plus pressante qu'elle n'a jamais été. Je parle souvent avec des hommes qui ont vu 48, quelques-uns qui ont vu 1830. Jamais la situation n'a été si compromise et sous tous les rapports. Cela dure parce qu'on ne croit à rien et qu'on a peur de tout, parce qu'on se soucie moins de la chose publique qu'en ce temps-là, parce qu'on ne se sent pas de force et que l'on a pris le goût du bien-être et qu'on s'endort.

Les gouvernements périssent par où ils ont vécu : l'organe qu'on exagère et qu'on surmène s'enfle et vous étouffe. On a comprimé l'esprit public, on l'a matérialisé, on a voulu tout endormir dans le luxe et le bien-être — un mot vulgaire : qu'en aurait dit Pascal ? — Eh bien ! c'est tout cela qui va réagir et se soulever à la première secousse. On avait fait appel au désir de s'enrichir, les enrichis s'aperçoivent déjà que leur richesse est compromise et ils murmurent. On se rend compte que la liberté économique n'est rien et ce sont ceux là même qui l'ont bafouée qui redemandent la liberté politique. Les bons germes ne manquent pas, mais ils se cachent et on les étouffe. Le mal empire, cependant. Avec un gouvernement aveuglé de lui-même, qui ne sait rien, qui ne voit rien et vit d'expédients, et une opinion sans consistance, sans union, qui mine, bourdonne, ébranle, et, de son côté, ne sait pas ou n'ose pas agir, où allons-nous ? »

Chose curieuse : il y a, de temps à autre, dans cette société corrompue, mais qui repose sur un fond chrétien, des essais pour se ressaisir. Elle ressemble à un homme de volonté faible qui voudrait s'arrêter sur la pente où il se sent glisser. De là, des heures où une certaine moralité reprend le dessus. Serments d'un jour, résolutions sans lendemains. Quand le démon expulsé rentre dans la maison, il la trouve plus propre, balayée et remise en état, mais il va chercher sept démons plus redoutables que lui et ils s'installent dans la maison !

C'est en ce sens que j'interpréterais le passage suivant d'une lettre du 10 janvier 1868, écrite au moment de la discussion sur la nouvelle *loi militaire* [2].

[1] Il avait fait, dans son discours, un éloge très déplacé du prince Napoléon (Plonpon) dont on connaissait l'anticléricalisme, mais qui était par ailleurs très impopulaire.

[1] *Avenir de la Science*, écrit en 1848, publié en 1891, p. 335.

[2] La loi, préconisée par le maréchal Niel, ministre de la Guerre, fut promulguée le 4 février. Elle remplaçait la loi Soult de 1832.

« Le fait est que tout le monde a peur de la guerre, que tout le monde s'y prépare et que personne ne veut commencer. On se dit que l'on pourrait peut-être faire son trou sans tirer le canon : les affaires souffrent partout, grâce à une telle politique que l'on a partout suivie depuis deux ans. La disette s'en mêle en de certains endroits, la cherté des vivres en tous. On a peur et on hésite. Enfin, cette France que l'on affectait de considérer comme un peuple en décadence, absorbé dans le luxe, crevé dans sa richesse, ne pensant qu'à courir les filles et à bien vivre, en attendant une grande révolution sociale qui la balayerait du monde comme un peuple pourri, la France, que les Russes disaient corrompue et les Germains efféminée, que l'Europe traitait comme un lieu de plaisir, où tsar et princes héritiers venaient faire leurs noces, comme de simples boutiquiers de Francfort, voilà qu'au moment où finit l'Exposition qui devait consacrer notre démission d'entre les peuples forts, la France relève la tête : on trouve qu'on a assez d'industrialisme, d'autoritarisme, de césarisme, de socialisme, d'haussmannisme, etc. ; on s'arme jusqu'aux dents ; les places fortes sont garnies, en un an nous avons sur pied, comme jadis, la plus vive, la plus ardente armée d'Europe, et la mieux armée en même temps ; le chassepot fait l'impression du canon rayé en 59 ; nous voilà relevés de ce côté. Puis on demande des hommes ; le pays en donne plus qu'on n'en demande ; la plus industrialiste des Chambres vote la garde nationale mobile, arme la nation, et abolit dans cette réserve de la dernière heure la faculté de remplacement ; à côté de cela, *les mœurs du pays semblent près d'un revirement*[1] ; on rebiffe à une police qui ne comprend rien et qui cède ; au théâtre, on déserte les féeries, les pièces à femmes ne font plus d'argent, on va au Gymnase, à l'Odéon, au théâtre Cluny voir des pièces absurdes, sans nouveauté, sans style, uniquement parce qu'elles sont morales... Le mouvement n'est pas encore prononcé, mais il est sensible. Continuera-t-il ? Je n'en sais rien. Mais il donne à réfléchir à l'Europe, et, parce que nous avons montré une *velléité de volonté*, voilà de nouveau que tout le monde s'inquiète de nous. »

Mais cette velléité même fut de courte durée. Dans le monde officiel, on professait un optimisme béat et l'on s'abandonnait aux événements. Dans la nation, le socialisme utopiste gagnait les esprits. On se jetait sur les feuilles à scandale, telle que la *Lanterne* de Rochefort, qui venait d'être lancée.

En août 1868, Sorel signale l'engouement qu'on a pour ce journal agressif :

« Des niaiseries, écrit-il, deviennent énormes. La *Lanterne*, un journal d'esprit médiocre, de style commun, de pensée grossière, est devenu une institution. On se l'arrache en province. Elle dit brutalement ce que tout le monde pense. Rochefort est devenu un grand homme au pays de Beaumarchais et de Courier. Il l'avoue lui-même : « Je suis peu de chose et très indigne, mais vous êtes si bas que je suffis pour vous. » Voilà des traits. Ils portent. »

Et quelques jours plus tard (26 août) :

« L'autre jour, il y avait dans un wagon quatre conseillers d'État et un de nos amis. En sortant du souterrain des Batignolles, comme ils étaient tous les quatre carrés dans leurs sièges, ils ont d'un même mouvement fouillé dans leurs poches, et quand la lumière est revenue, ils se sont vus tous les quatre lisant la *Lanterne*. Il fallait bien qu'ils rient, ces augures de l'article 75. La *Lanterne* lue, la *Lanterne* saisie, la *Lanterne* poursuivie, toujours la *Lanterne*. Il y a acheteur à 45 et 50 francs. On en fait venir de Southampton, on en envoie par l'Angleterre. Toujours la *Lanterne*. Digne résultat de tant de charlataneries ! On a cru gouverner par la parade un peuple de badauds. Paillasse se retourne contre son maître et les rieurs sont pour lui. Cette *Lanterne* les offusque, les blesse au fond, les fatigue, les harcèle, les obsède. Elle les met hors d'eux. « Je vous suffis », cette ironie de Rochefort est sanglante au demeurant. Et tout cela serait bien, très moral, très consolant, si cela ne se passait pas en France, s'il ne s'agissait pas de nos destinées, si la nation la plus noble, au fond, où l'on a vu les idées à la fois les plus vastes et les plus fines, les plus grandioses et les plus pratiques, tant de gloire, d'éclat et de vertus, il faut dire le mot, n'était acteur et spectateur de cette pitoyable comédie de tréteaux... »

Evidemment, le succès de la *Lanterne* était un grave symptôme. La France se sentait mal gouvernée. Dans la carence du pouvoir, l'empereur étant malade et vieilli, les ministres partagés en coteries opposées, les partis se remuaient sourdement et violemment. On réclamait plus de liberté politique. On reprochait au gouvernement ses fautes, son impuissance. De l'Empire libéral, on allait passer à l'Empire parlementaire. Sorel écrit, le 6 novembre 1868 :

« Je vois pas mal de gens ici et des gens très différents. Je suis frappé d'une chose, c'est du progrès lent, mais continu, que fait dans les esprits posés et ouverts l'idée républicaine. Et cela non seulement à Paris, mais dans les provinces. J'avais déjà remarqué ce mouvement, il s'accentue d'une manière très marquée. Ce n'est point par sympathie précise pour cette forme de gouvernement, que les désordres du siècle dernier et les ridicules sanglants de 48 ont bien discréditée, que l'on revient à la République, c'est par l'impossibilité où l'on est de s'arrêter à aucune forme, de se rallier à aucun nom. On a moins peur en même temps, on mûrit, et le bourgeois conservateur commence à sentir quelque velléité d'agir par lui-même. Dans ces couches épaisses, du reste, les modifications sont lentes et peu sensibles : c'est à la surface, toujours mobile, qu'elles se montrent le plus. Sans aucun doute, il y avait bien moins de républicains en 47 qu'il n'y en a aujourd'hui. C'étaient des déclassés, des énergumènes, des turbulents et des solitaires. De tout cela il y a plus que jamais, mais il y en a d'autres aussi. Et cela vaut la peine qu'on le signale. Les hommes, nés en même temps que nous, n'ont point de sympathies, ils n'ont que des préventions trop justifiées par les faits. Une monarchie très bourgeoise, un prince très soliveau, peu payé, sans cour, sans faste, sans rien de ce qui plaît à la canaille en haillons et en broderies, ou bien une république, et ce serait à peu près la même chose, voilà ce qui sortira du bouleversement certain, attendu, et pourtant si peu prévu, qui suivra la mort de l'Empereur. Si peu prévu ! Cela

[1] C'est nous qui soulignons : hélas ! ce n'était qu'une velléité sans lendemain ! Ainsi, de nos jours, on a parfois parlé du réveil de « l'esprit » !

est bien vrai, et prévu par personne. Il n'y a chez nous qu'un parti organisé et en mesure d'agir : les catholiques. Ils pensent à la révolution et prennent leurs positions. Après eux, une minorité bruyante d'ouvriers socialistes et d'énergumènes solidaires, athées, etc., qui remplissent les congrès à l'étranger et haranguent ici le peuple dans les réunions publiques où se discutent les intérêts sociaux.

Ces réunions tumultueuses et très suivies sont assez attristantes : ce sont les bas fonds de la pensée qui s'y montrent. Chacun parle après l'autre : idées vagues, déclamations sans rime, cela ne commence ni ne finit. Il y a une sécheresse et un cynisme rares chez les plus avancés ; ils professent franchement l'athéisme et le naturalisme de Buchner, le droit au bien-être, les conventions pour tout frein et la possibilité en conséquence de tout changer, si on a la force... Nos gens du monde qui s'en effraient ont doublement tort : je ne crois pas cela très dangereux, si on a le temps et le courage de réfuter ; d'autre part, ces philosophes à tous crins ne font que mettre en axiomes ce que les autres mettent en pratique, et crier tout haut ce qu'ils disent élégamment tout bas... »

Tout cela est fort bien vu. Les deux Frances étaient en présence : la France croyante et la France athée. Et elles correspondaient en somme à deux Internationales : l'Eglise catholique et le socialisme matérialiste. Entre les deux, une masse d'indifférents, de profiteurs, de rusés compères disposés à miser sur l'un ou l'autre tableau, selon les chances de bénéfices immédiats.

Mais, pour les uns comme pour les autres, l'Empire est fini. La guerre le tuera ou la mort de l'Empereur emportera la dynastie.

Sorel revient sur le même sujet, le 20 novembre :

« On attend une crise et on s'y prépare. Cela traîne, disais-je, et traînera jusqu'à ce qu'il vienne un grand coup qui fera tout sauter. L'Empereur, dit-on, vieillit et s'affaisse : il a peur de mourir, il ne pense qu'à sa santé; il cherche la distraction; les affaires l'ennuient; il ne disait rien, il commence à ne plus vouloir entendre. Les ministres ne savent comment l'aborder et l'entretenir ; son esprit devient plus vague ; avec cela, il s'entête.

L'Impératrice a la réputation de s'occuper d'affaires de plus en plus : le fait-elle ? Va-t-elle plus loin que l'apparence : un bureau chargé de papiers, de nominations de secrétaires d'ambassade, des rapports de M. Duruy ? Je ne sais. Mais on le croit, surtout dans le peuple ; on lui attribue toutes les mesures impopulaires : on critique son luxe, sa cour, ses toilettes ; on la dit, et les étrangers le croient, menée par son confesseur. Voilà bien ce qu'il faut à des Parisiens turbulents, désaffectionnés et qui rouvrent les clubs, qui discutent l'intérêt, le capital, l'existence de Dieu, la matière, l'esprit, le divorce, au milieu des quolibets, des injures, des tapages, des déclamations dont la violence fait rire, des poncifs révolutionnaires qui s'usent et des théories qui poussent leur germe, au milieu d'une presse que tu connais, avec les fonctionnaires que tu sais, l'état politique qu'on nous a fait ! Pauvre femme ! Je la plains, je crains qu'elle ne paie cher le rêve insensé qu'elle a fait. Elle s'est déguisée en Marie-Antoinette à un bal de cour, ce sera le symbole et la vérité de sa vie. Un masque lui a dit : « Prends garde ! » On racontera cela plus tard et on aura peine à y faire croire. »

Et Sorel conclut par ce raccourci puissant qu'on ne saurait trop méditer : — « Le masque de Marie-Antoinette, le fantôme de Louis XV décrépit, *la corruption d'en haut étendue aux bourgeois, la passion révolutionnaire passée des bourgeois au peuple, la canaille multipliée, enhardie, devenue souverain légal, l'habitude des révolutions, l'incertitude dans tous les esprits,* voilà le tableau de cette décadence pour les Michelet futurs. »

Ne sommes-nous pas toujours dans cette anarchie spirituelle ?

On sent que Sorel est hanté par le spectacle de cette décomposition byzantine. Il y revient encore, le 26 novembre :

« Ce qui est effrayant, dit-il, c'est la désorganisation générale, c'est le mal moderne que les médecins appellent *anémie* et qui se répand partout. A part des criailleurs isolés, ce ne sont pas des oppositions violentes et des haines accentuées : de l'indifférence parmi les autres, un scepticisme insolent parmi les fonctionnaires. Je n'aime point l'autorité, mais si peu qu'il en faille, il en faut, et l'autorité abusée discrédite l'autorité légitime. Tous les rouages sont faussés et renversés. Personne ne croit à rien : on ne croit pas nos maîtres de mauvaise foi, on ne croirait pas davantage d'autres gens de bonne foi. On fait le malin. Tout le personnel est gâté ; sous ce rapport, l'Empire est net, il compromet franchement ceux qui le servent ; ce seront des hommes impossibles sous tout autre régime ; ils résisteront donc en acharnés, mais comme leur acharnement ne fera que hâter la chute, où leur trouverons-nous des successeurs ? Cela ne se forme pas. Il faut des hommes, et les hommes trouvés, on ne les élève que par les mœurs politiques. Il n'y a point de mœurs en haut ; avec quoi prétend-on former à son tour le peuple ? Tout le monde est usé, corrompu (je dis politiquement), discrédité, et je n'en vois pas d'autres, parce qu'il n'y a pas d'endroit où ces coutumes n'aient point gagné, où elles n'aient déteint. Prends qui tu voudras, suppose un coup de balai ministériel, envoie l'élu de la Chambre libre à Compiègne [1], le vois-tu parmi les chambellans et les cocodettes, au milieu des politiques de police secrète et de Figaro ?... »

IV

Et voici maintenant quelques portraits. L'année 1868-1869 vit partir un certain nombre de hauts figurants.

Le premier fut Berryer, grand orateur, noble caractère, royaliste convaincu et loyal, mais d'esprit indépendant. Sorel parle de lui, en quelques lignes :

« Le pauvre Berryer est peut-être mort. Une belle carrière, une belle intelligence, un paradoxe heureux. Il a fait sa gloire en servant une cause perdue, sa gloire et sa fortune. Cela est rare et étonnant. Servir le Roi, à l'heure qu'il est, est un métier de dupe. »

Et quelques jours plus tard (18 décembre) :

« Tu as lu dans les journaux les funérailles de Berryer : un beau discours, au moins par parties,

[1] Résidence favorite de l'Empereur.

de Dupanloup, qui ne l'a point prononcé, un beau récit de journalistes qui n'a point de réalité. Beaucoup de désordre, de la pluie, un entassement de paysans et de pompiers autour du cercueil, les orateurs parlant à ces bonnes gens et se succédant sous le même parapluie. Voilà tout ce qu'ont vu les témoins oculaires, et ce qu'ils auraient pu entendre, ils l'ont, comme toi et moi, lu dans les gazettes. L'Empereur a perdu l'occasion, il les perd toutes maintenant, d'être habile à peu de frais. Un chambellan brodé eût fait tous les frais. La défense du prince Louis, après Boulogne [1], valait bien cela et la manifestation disparaissait : plus de caractère hostile, plus de coalition des partis vaincus autour d'une tombe... Quoi ! tout cela par un chambellan ! Vraiment oui, et on ne l'a point fait. Ils oublient tout, ils n'ont rien appris, ils ne savent rien, ils s'écoutent les uns les autres, se parlent sans se croire, ne sont convaincus de rien, pas même qu'ils se trompent et trompent les autres, et voilà le train dont ils nous mènent au trou où ils tomberont. Tandis que la Cour baguenaude, que l'administration s'infatue et que les habiles s'enrichissent, il se fait par en haut et par en bas du peuple, un mouvement sourd qui grossit, qui soulève parfois l'écorce, et qui la fera éclater au moment qu'on attendra le moins. En haut, c'est indécis, c'est désuni, cela se perd en paroles ; c'est timide ici, c'est égoïste là, c'est incertain partout sur le but et sur les moyens. En bas, cela grouille confusément, en tourbillons, comme l'eau de la Seine qui bouillonne tout jaune au bout des jetées de Honfleur, quand les grandes marées montent ; flux et reflux, remous, on ne sait pas de quel côté on va, mais on voit bien que l'eau gagne et l'on se gare. Quelle obscurité ! Quelle incertitude partout ! »

Le 28 février 1869, Lamartine mourait, presque en même temps que Troplong, président du Sénat. Réflexions piquantes et profondes de Sorel :

« Lamartine est mort, « il a cessé de se survivre, » suivant un mot heureux de Girardin. Je n'avais pas encore vu disparaître un vrai grand homme : c'est une chose étonnante que la frivolité publique. Cette fois, le hasard a voulu que le contraste fût complet. Au moment où Lamartine expirait à Passy, entouré de quelques amis, M. Troplong mourait au Sénat; les fonctionnaires se pressaient à sa porte; inscrivant leur nom banal sur le registre de son portier. Voilà de ces coups du sort où Bossuet pourrait dire son mot. L'Empereur a décrété pour l'un et pour l'autre : Lamartine a été transporté à travers Paris dans un coupé des Pompes funèbres; une vingtaine d'amis l'attendaient à la gare ; il s'en est allé ainsi à St-Point, mais on l'a arrêté à Mâcon : le préfet et le général s'entendent pour lui rendre les derniers devoirs ; au moins ce sera peu de chose, loin de Paris et de son éclat. Ici, j'en aurais eu la nausée. M. Troplong sera enterré samedi en grande pompe : personne ne parle plus de lui et n'y pense plus : on pense à ses places, par exemple La vie est juste, au demeurant. Tous ces impuissants du monde, qui se targuent parce qu'il faut aller, venir, copier, saluer, ramper devant plus ou moins d'imbéciles et de poltrons, ils sont payés de leur vivant et payés de leur monnaie. Je me moque souvent d'eux, de ce qu'ils se font accroire et de ce que l'on en croit ; je m'en irrite quelquefois et j'ai tort ; cela dure et vaut si peu ! Un grain de plus ou de moins dans la « poussière humaine, » c'est la grande mer. Qu'importe que les vagues se gonflent et grimpent sur les autres, si fort que le vent les secoue ; de loin on ne voit rien que l'étendue vague et unie, à peine découvre-t-on quelque ondulation de la masse. Morny, Troplong, en voilà de bien traités dans notre empire ; je ne parle pas des autres : qui en parlera dans un an ? Savons-nous les noms des ministres d'Auguste, des généraux de son temps et des grands fonctionnaires ? Ils dînaient grassement et menaient la vie joyeuse : un ou deux ont fait quelque chose dont il reste un vestige ; un érudit y revient un jour, les lettrés y pensent une heure. Mais Virgile et Horace ! Voilà comment ils ont dû finir... Au lieu qu'ils disparaissaient de leur monde, ne dirait-on pas que c'était lui plutôt qui s'abîmait autour d'eux, descendant inconsciemment dans l'oubli, tandis qu'ils restaient seuls debout et vivants ? Notre pays et notre temps ne vaudront que par quelques hommes qui approchent de cette taille : Lamartine y atteindra peut-être : à coup sûr, il en approchera beaucoup. La postérité est artiste : elle fait l'image vraie. Si sa vie était plus concentrée, Lamartine eût trouvé un Plutarque ; il n'y avait point de taches à effacer, mais quelques pâleurs à rejeter dans l'ombre. Avec une stance des *Méditations* et le Discours de l'Hôtel de Ville [1], il y a de quoi peindre un grand homme et ce sera fait. »

Le 13 octobre 1869, Sainte-Beuve disparut à son tour. Sorel, que nous venons d'entendre méditer tout haut sur la mort et sur la véritable grandeur humaine, — toujours dans le champ de vision terrestre et sans envol vers le surnaturel chrétien, — ne manque pas une pareille occasion de philosopher encore :

« J'ai remis ma lettre à aujourd'hui pour te parler un peu de l'enterrement de Sainte-Beuve. Je tenais à y assister, en curieux bien entendu. La foule était immense ; les deux tiers des gens venus, comme moi, pour regarder l'autre. Contrairement à ce qu'on disait, la petite coterie tapageuse de l'École de médecine [2] n'a fait aucun bruit, nos orthodoxes matérialistes ne se sont ni produits, ni *affirmés*. Sainte-Beuve est mort à propos ; son dernier ouvrage, sur Talleyrand, était un de ses meilleurs : il avait reconquis un éclat de popularité qu'il n'avait jamais pu atteindre [3]. Il laisse de grands regrets littéraires,

[1] Berryer avait servi d'avocat au prince Louis-Napoléon après la tentative avortée de Boulogne, en 1840.

[1] Discours prononcé, en 1848, pour écarter le drapeau rouge et maintenir le drapeau tricolore.

[2] La Faculté de médecine de Paris était réputée pour son matérialisme. Là s'était fait remarquer, quelques années plus tôt, un jeune étudiant plus emballé que les autres : Georges Clemenceau.

[3] Sainte-Beuve avait publié son *Talleyrand* en janvier 1869. Sorel en parlait longuement dans une lettre du 27 janvier. Il écrivait : « Il (Sainte-Beuve) mange du prêtre, comme un jeune de 1825 ; le ragoût pour lui a toujours de la saveur. Il est de mode à présent ; le voilà donc qui se glisse par cette petite porte de derrière la sacristie et qui se jette en pleine mêlée... La foule est en quête d'idoles, il se trouve populaire, il peut mourir. Qu'il vive encore longtemps, car il devient de plus en plus exquis et profond : il a du regain de vie. Il voit plus avant et il sent plus juste à mesure qu'il approche du trou où il faudra bien qu'il tombe... »

Et Sorel concluait en se promettant de faire aussi un jour de l'histoire et de l'histoire de l'époque révolutionnaire. Il décrivait ainsi la société du Premier Empire : « La société la plus mêlée, le dessous le plus houleux, le dehors le plus brillant, des vices, des crimes, des passions, des menées, des conspirations. Rien d'ordinaire, tout cela dans le tapage de la gloire ou du désastre, de l'adresse, du surprenant, de l'ad-

et je les partage entièrement ; il promettait plusieurs travaux qui eussent été d'un grand prix. Il y a beaucoup à parler de cet esprit comme il n'y en n'a pas eu d'autres chez nous depuis Diderot et Voltaire. Il y a à étudier cette pénétration singulière, cette étonnante plasticité de pensée, et puis il n'y a rien à dire de plus : c'est la plus vilaine vie du monde et le plus triste caractère... Son caractère était le revers de son esprit : ce qui faisait la qualité exquise de l'un faisait la faiblesse de l'autre ; il fallait de l'inconsistance pour changer, comme il l'a fait, de moule à tout propos et rapporter de chacun une empreinte si fidèle... Personne n'a moins que lui donné la figure d'un sage ; il mérite moins encore que Voltaire ce beau nom de « philosophe » que l'on prodigue si mal à propos... »

Après ces considérations sur l'homme, voici des réflexions sur la cérémonie :

« Un enterrement civil est toujours une grosse affaire ici. Ce n'en est point une dans les pays protestants où l'on ne va point à l'église, où tout se passe sans pompe, où le pasteur (dont la présence n'est pas obligatoire) vient, et souvent en habit noir, dire quelques mots de regret et d'éternité au bord de la tombe. La cérémonie prend d'elle même un appareil digne et grave, comme il convient, comme il est si naturel, si instinctif de le prendre en face de la mort. Mais qu'un philosophe meure en ces pays-là, qu'il ne veuille point de pasteur, même un libéral, l'apparence reste la même et personne n'y prend garde. Chez nous, empêtrés comme nous le sommes de pompes et de préjugés, sans les transitions que le temps a su ménager ailleurs, nous restons toujours, sans nuance aucune et sans raccord possible, entre la libre-pensée et l'orthodoxie ; il y a toujours à choisir entre l'éclat ridicule et équivoque des solidaires ou une démonstration hypocrite ; dans l'un et l'autre cas, on donne pâture aux sots. Bref, je le répète, un enterrement civil est une grosse affaire. Celui-ci avait plus de retentissement qu'un autre, à cause de la grande célébrité du mort, de sa situation sénatoriale, du tapage enfin que les catholiques avaient depuis un an fait autour de son nom. Il était impossible de mener Sainte-Beuve à l'église ; c'eût été un scandale ; l'Église aurait refusé, ou, sinon, elle se fût humiliée profondément. D'autre part, par ce temps de crises et de démonstrations, faire, avec tambours, trompettes et fonctionnaires brodés, une démonstration solidaire, c'eût été de mauvais goût ; Sainte-Beuve a eu le tact de l'éviter et de défendre qu'on lui rendît les honneurs administratifs. Cependant la cérémonie pouvait avoir encore quelque dignité ; des amis pouvaient s'assembler en nombre, faire ranger la foule, la diriger ; on pouvait se réunir autour de la tombe, et là, quelques hommes en étaient capables, prononcer quelques belles paroles philosophiques .. On le pouvait, on l'aurait pu avec un autre, avec un vrai philosophe [1], qui eût vécu comme un sage antique et fût mort de même : on aurait parlé de sa vie, de sa dignité, de sa vertu *(virtus)*, on aurait fini par quelque enseignement élevé et on se serait quitté sur *quelqu'une de ces grandes paroles de doute qui sont la philosophie même* [1] et auxquelles la mort donne un cadre si vaste. Mais avec lui, franchement, de quoi parler, sinon de son talent et de sa bienveillance ? Peut-être encore aurait on pu parler de son inconsistance plastique, dire qu'il sentait trop bien pour n'être pas quelquefois pénétré ; cela serait revenu à laisser croire qu'il valait mieux et par passages qu'il ne paraissait. Il a senti, avec sa pénétration ordinaire, à quelle impossibilité il se heurtait là : il n'a voulu ni de palinodies, ni de paroles convenues, ni de draperies menteuses ; peut-être a-t-il eu raison. Mais c'était un spectacle misérable. Une cohue énorme qui marchait vite, sans ordre, sans silence, devant, autour, après le char ; on parlait et on regardait. Rien de sérieux ni de recueilli, rien de moins philosophique, je le répète. Quant aux sottises que l'on va broder là dessus, quant à la confusion d'idées qui s'en suivra, tu le devines et je n'y insiste pas, je voulais te donner la note juste. »

Six jours plus tard, le 23 octobre, Sorel complète son oraison funèbre :

« Je recommence avec Sainte-Beuve. Si mes souvenirs sont précis, j'ai peut-être eu pour lui, l'autre semaine, plus de sévérité qu'il ne convenait. C'est que j'avais entendu dire de lui trop de bien ; je voyais dans la presse un attendrissement, une canonisation morale qui me paraissaient bien artificiels et bien déplacés. Il y avait de grands regrets littéraires à exprimer et rien de plus : c'est ce qu'ont compris ses amis les plus proches, Taine et Schérer. Puis, j'étais sous l'impression médiocre et agaçante de cet enterrement sans grandeur, « qui manquait d'art » ; on a dit le mot, c'est le bon. Depuis, la réaction se fait, les « débineurs » sont venus et voilà que l'on hache par le menu ce grand destructeur de réputations. Il ne faut pas non plus aller trop loin. Le fait est que l'on peut admirer ici et déplorer beaucoup. Mais, en définitive, il y avait des infirmités plutôt que des vices ; ces défauts étaient négatifs en grande part ; c'était surtout le manque de qualités morales et d'élévation dans le caractère. Il n'a jamais pu pardonner à ses contemporains, Lamartine, Musset, Hugo, Balzac, d'avoir produit, d'avoir été artistes, ce qu'il n'était devenu, lui, que vers la fin, après un long détour, à grands efforts d'habileté, et par un côté seulement. Il s'est vengé sur leurs petitesses, leurs erreurs et leurs décrépitudes de toute la gloire qu'ils lui avaient prise au début. Mais, parce que leur déclin, à eux, a été le moment de son éclat, il ne faut point oublier le point de départ, ni perdre les mesures. Le temps y remettra ordre. Lui-même, du reste, se ménageait trop et avait trop le sentiment des nuances pour frapper en aveugle : il négligeait le passé, le supposant connu et apprécié, il faisait, en passant, une allusion admirative, puis il se concentrait sur le présent et montrait la décadence. Lorsqu'il a voulu juger d'ensemble, il a été rarement injuste ; c'est ainsi que son livre sur Chateaubriand, pris d'en haut et d'un trait, est d'une grande impartialité et d'une complète justesse ; mais il faut être prévenu pour s'y retrouver ; sans cela, on se perd dans les détours et l'admiration disparaît dans les critiques.

C'est assez, si ce n'est trop. Encore un mot. Pontmartin, qui est si bien fait pour pénétrer dans toutes les petitesses et les secrets de Sainte-

mirable, rien qui laisse froid. Que de romans dans cette société, que de caractères à fouiller et, pour l'historien, quelle mine !.. Il faudra quelque jour que j'y fasse mon petit trou : je n'y tiendrais pas : cette lumière trouble, avec des éclairs éblouissants, qui sort du cratère entr'ouvert, attire et excite au dernier point. »

[1] Sorel cite comme exemples de ces « sages » : Littré, Vacherot, Havet,... et ce qui est plus étonnant, Renan, « le plus exquis » !

[1] C'est nous qui soulignons, pour faire remarquer au passage ce qu'il y a de désespéré dans la philosophie simplement humaine.

Beuve, prétend qu'il a toujours enragé d'être laid et que son âcreté d'humeur venait de toutes sortes de « *voluptés* » *rentrées* [1], qui le rongeaient : il voulait être homme à bonnes fortunes et jalousait ces succès-là plus que les autres .. »

Il y avait donc un ver dans le fruit. N'est-ce point par là que l'Evangile explique les oppositions qui lui sont faites ? *Omnis enim qui male agit, odit lucem, et non venit ad lucem, ut non arguantur opera ejus!* (Joan., III, 20).

V

L'Empire, conscient de sa déchéance, tenta de se rajeunir *in extremis* par le parlementarisme. On lui reprochait l'autoritarisme, le favoritisme, l'absence de lumières par la fuite des conseils désintéressés, l'illogisme fondamental qui consistait à se proclamer issu de la souveraineté nationale et à mépriser cette même souveraineté, en ne s'entourant que de flatteurs et de profiteurs serviles. Les élections de 1869 firent éclater au grand jour la force croissante de l'opposition au régime. La France manquait d'hommes vigoureux, sincères, honnêtes, capables de représenter le pays et de se faire comprendre par lui. Sorel analyse fort bien le malaise national. On a déjà vu ses principales critiques : corruption et infatuation en haut, démoralisation de la bourgeoisie jetée dans le matérialisme jouisseur de l'industrialisme, bouillonnement révolutionnaire des masses ouvrières avides de partager les avantages matériels de la bourgeoisie. Voici comment il parle des élections prochaines, en mars 1869 :

« Les élections approchent : on dit que ce sera pour la fin de mai [2]. A mon sens, il n'y a que deux idées claires qui puissent nous guider là-dedans : faire échouer les candidats officiels, — nommer des gens honnêtes, indépendants, qui surtout soient sûrs d'eux-mêmes et ne flanchent pas aux jours de crise. Des crétins et des poltrons, voilà nos majorités, sans exception, depuis la Constituante. L'élection aux Etats-Généraux a peut-être été la seule sincère qu'ait faite notre pays ; l'enquête sociale et politique de 88-89 est la seule sérieuse que nous ayons eue. Aussi, c'est la seule fois que la crème du pays soit montée à la surface. La jalousie, l'intrigue, la sottise en ont vite fait d'éclaircir les rangs : la guillotine a fini l'œuvre et depuis lors... quelques factieux bruyants, quelques ambitieux plus ou moins hypocrites, quelques hommes de sens isolés et timides, puis le marais des imbéciles, des myopes et des pusillanimes. Nous avons eu un Tocqueville, nous avons eu un Cavaignac, nous avons eu une république. Et Cavaignac n'a pas pu en être le président, ni Tocqueville en être le ministre. Nous avons eu une monarchie légitime ; Louis XVIII a eu peur; de Serre n'a pu tenir le ministère et Martignac aussi bien que Chateaubriand ont failli à la tâche. Ce que la loyauté, le génie, la fermeté, la finesse n'ont pu faire, le ferons nous ? Ils n'ont pu soutenir ni la monarchie, ni la république ; soutiendrons nous un édifice qui manque de ce qui a manqué à l'une et à l'autre, et que l'habileté seule, opérant sur l'insouciance publique, parvient à soutenir ?... »

L'*habileté seule !* Que fallait-il donc de plus ? Sorel le laisse entendre : l'honnêteté doublant l'intelligence et la volonté En somme, une *conscience politique et patriotique*. Mais où la prendre, où la faire croître, non à l'état d'exception, mais à l'état commun, courant, généralisé ? Voilà ce qu'il faudrait rechercher, ce que Sorel ne dit point. L'*habileté seule !* C'est le prince selon le cœur de Machiavelli. Le grand Florentin avait donc tort, si l'habileté ne suffit pas. Et ils ont tort ceux qui le prennent comme le grand docteur de la vie politique. Mais en dehors du machiavélisme, il n'y a que l'idéal évangélique ! Quand les maîtres du monde le verront-ils ?

Après le premier tour des élections, Sorel écrit, le 28 mai :

« Je viens à ce dont tout le monde parle, ce à quoi je pense le plus, aux élections. Tu les connais. Elles sont ridicules : c'est un succès pour les politiques à outrance, succès de tribune pour M. Rouher, succès de rancune pour les hugolâtres qui ont fait les élections [1]. Favre, Thiers, Ollivier expulsés au premier tour ; Pouyer-Quertier et tant d'autres ballotés sans beaucoup de chances, les démocrates seuls se montrent là où ils ne triomphent pas, les libéraux battus presque partout. On ne s'y attendait pas, ou du moins on attendait une défaite moins complète. Sans doute, comme je te le disais [2], l'ancienne majorité revient avec un esprit différent ; sans doute il sortira des 58 ballotages du 6 juin quelques libéraux, mais, autant qu'on en peut juger maintenant, l'ancien centre gauche sera tout au plus reconstitué [3]. Je n'y vois point d'hommes nouveaux capables de gagner l'attention du pays et d'enlever un ministère, non, loin de là. Les couleurs sont tranchées, les officiels restent en présence des radicaux renforcés et surexcités ; les uns auront peur, les autres feront peur ; à tout prendre, nous revenons en arrière, ou, si tu veux, nous avançons vers la catastrophe : c'est une protestation rétrospective contre le 2 décembre, dit-on. Et après ? Pour moi, c'est un centre gauche clairvoyant, mais inquiet, timide, hésitant, sans chef, sans programme, sans parti effectif qui l'appuie dans le pays ; c'est une

[1] Les mots soulignés font penser à du Freud, avant la lettre !j

[2] Elles eurent lieu les 23 mai et 6 juin.

[1] Ce qui marqua surtout ces élections ce fut l'audace du radicalisme de gauche, le nombre de ses candidats, leur « volume », c'est-à dire le tapage qu'ils firent et l'attention qu'ils attirèrent, et finalement l'éclat de quelques-uns de leurs succès. Après le second tour, Favre, Thiers, Ollivier avaient réussi à passer, mais on comptait une trentaine de radicaux extrémistes et dans le nombre de ces agités : Léon Gambetta, Jules Ferry, Bancel, Esquiros, Raspail.

[2] Il avait écrit le 6 mai : « En définitive, ce sont presque toujours les minorités qui ont raison. Sous l'Empire, leur rôle a été curieux : elles ont été combattues à outrance, on a tâché de les écarter de la Chambre et là, on leur a composé les « Jamais » les plus énergiques et les ironies les plus pesantes. Cependant, tous les vœux nets qu'elles ont manifestés, on s'y est rendu, et on continuera de s'y rendre. La Chambre qui va venir aura entre les mains un pouvoir énorme : le gouvernement cédera sur tous les points, du moment qu'on y mettra les formes et qu'on ménagera le souverain. Ce sera un grand pouvoir et une grande responsabilité. On peut croire que la Chambre sera au-dessous de sa tâche : elle *vaudra mieux* que les précédentes, mais elle ne *vaudra* pas davantage ; il y aura plus d'hommes intelligents mais il seront plus divisés. » — Paroles singulièrement prophétiques.

[3] Il fut légèrement renforcé.

majorité bien intentionnée, remuée par le mouvement libéral, et plus dégagée vis-à-vis des ministres, mais en même temps plus épouvantée de ce réveil des radicaux, de ce tapage démagogique et socialiste, pusillanime au point de perdre la tête devant tous les fantômes et prête à rentrer sous la coupe ministérielle à la première alarme, à se cacher derrière les Tuileries aux premiers dangers. C'est une gauche divisée, une montagne volcanique, et d'anciens opposants désorientés, qui crient quand même et seraient les plus menacés en cas de troubles, et qui pourtant crieront, ébranleront, feront les affaires des ministres et des démagogues de rues, parce que c'est leur rôle, qu'ils n'en ont pas d'autre et qu'il leur est imposé. Ils serviront à enlever les votes : c'est donc le gouvernement personnel affaibli à la fois dans les faits et fortifié dans l'apparence, c'est toute la vieille fantasmagorie qui va recommencer, ce sont toutes les aventures possibles, tous les hasards à redouter, et cela dans l'état confus et périlleux de notre pays et de l'Europe, quand nos gouvernants ont donné leur mesure, quand le temps ne fait qu'accroître leurs indécisions et fortifier dans le public le sentiment de leur impuissance.

Dans ces circonstances, la guerre n'est pas seulement possible, elle est probable. On dit que l'Empereur la désire. Son fatalisme est devenu une faiblesse, ses incertitudes le poussent aux aventures : je le crois volontiers. Le maréchal Niel l'excite à pousser les choses ; il se sent prêt, aussi fort qu'il est possible : il a raison il parle comme il doit... Mais après ? J'ai toujours redouté la guerre, je la redoute plus que jamais. Les circonstances ont bien changé depuis deux ans. Cet alanguissement du pays dont je me plaignais, il a cessé et si bien que nous touchons à la fièvre. Il est puéril de ne pas le voir, nous recommençons un accès de notre mal chronique. Quelle guerre fera-t-on ? Songe à l'ébranlement d'un bruit d'échec, même partiel : c'est la révolution. Se battra-t-on avec les Prussiens seuls ? On leur prendra le Rhin, source d'embarras, de haines et de guerres nouvelles. La guerre sera-t-elle européenne ? Voudra-t-on essayer par un grand remaniement de consolider la paix ? Il faudrait pour cela la Prusse écrasée, l'Allemagne abattue, la Russie repoussée. Je ne crois ni à de si vastes engagements, ni à des victoires décisives, ni à des hommes d'Etat capables d'en profiter. Ne le dissimulons pas : notre aventure sera tapageuse et médiocre, nous recommencerons la campagne d'Italie, mais sans les illusions, sans les enthousiasmes, sans la jeunesse : campagne de vieillard qui cherche une dernière bonne fortune, au risque d'une apoplexie. Sans doute le chauvinisme se soulèvera, mais prenons garde, on saura bien que les chances que nous courons, ce sont les fautes du gouvernement qui nous les feront courir, et comme le résultat, s'il est favorable, ne pourra être qu'ordinaire, on aura vite épuisé le contentement. Il y aura déception, et quand on reviendra de la guerre, fatigués, endettés, on retrouvera l'Empereur plus vieux, l'Empire plus compromis, les difficultés augmentées, les questions sociales au même point, les mêmes incertitudes et les mêmes dangers. Les illuminations de la victoire ne seront pas encore éteintes qu'il faudra retourner aux soucis intérieurs ; on chantera la *Marseillaise* en criant victoire ; les excitations du chauvinisme ne feront qu'échauffer les excitations révolutionnaires... »

Ces vues sont frappantes. Sorel avait le don de prolonger les lignes. Il ne savait pas que la France serait vaincue ; mais la stérilité de la victoire elle-même, lui apparaissait nettement. Lisez tout ce qu'il vient de dire : cela s'applique à la Grande Guerre et au traité de Versailles. Que reste-t-il à la France de ses triomphes de 1918 ? C'est que le mal est intérieur. *La question sociale empoisonne la civilisation matérialiste.* Pas de solution en dehors d'une atmosphère de fraternité chrétienne. Ou bien, il faut recourir à la mitrailleuse, comme en Russie ou en Allemagne, ou sombrer dans l'horreur de la guerre civile, comme en Espagne !

Ecoutons encore Sorel. Ses préférences vont au *libéralisme sage et prudent* des hommes d'Etat honnêtes, mais en somme païens. Mais il voit bien que la réalité est tout autre :

« Comment vivre, dit-il, s'il n'y a que deux forces : la bureaucratie centralisée, qui est aux mains de l'ambitieux (nous ajoutons : de la majorité partisane) qui sait la prendre, et la démocratie enrôlée et organisée qui suit l'impulsion de comités secrets qui conspireront toujours contre les gouvernements réguliers ? J'ai parcouru les faubourgs aux jours de vote : tout était d'un calme inquiétant, parce que tout révélait un ordre secret et insaisissable. Tant que les libéraux ne s'organiseront pas, *tant que les bourgeois ne comprendront pas qu'il faut compter avec le peuple, autrement qu'à coups de fusil, qu'il faut se jeter dans la mêlée, payer de bon exemple, savoir se priver, s'occuper des gens, ne pas laisser les masses entre les socialistes déclamateurs et la bienfaisance anonyme et corruptrice de l'Etat, tant, en un mot, que les hommes intelligents et qui possèdent ne voudront pas se lancer dans l'action et fortifier leur supériorité d'un peu de bien répandu, ils seront dépassés et rejetés vers l'absolutisme et la bureaucratie* Cela mènerait à dire que si le monde était composé de gens excellents, éclairés, braves, résolus, le monde serait à eux, cela nous mènerait loin. Il me semble que les événements suivent une marche régulière et fatale, comme les progrès d'un mal mortel et que mes lettres, depuis deux ans, suivent ce mouvement : je suis pessimiste et je crois être dans le vrai. »

En juillet, la nouvelle Chambre a pris position. La majorité elle même se jette dans le libéralisme. La pétition des 116 propose à l'Empereur un changement profond de sa politique antérieure. Ce sera l'Empire parlementaire. Sorel écrit le 8 juillet :

« Nous descendons, mon ami, et avec une rapidité qui étonne les plus sceptiques. Cette semaine a plus vu de mouvement d'idées que des années naguère. Ce que je t'écrivais de la Chambre, après les élections définitives, se vérifie et dépasse l'attente. Il y a un centre gauche, fort et bien constitué, une cinquantaine d'intelligences honnêtes et résolues : elles attirent à eux à gauche et à droite ; les uns, effrayés du flot montant de la voyoucratie, les autres engagés envers leurs électeurs, en dépit de leur nuance officielle, soutenus subrepticement et se dégageant au moment où le vent tourne... Le centre gauche s'est constitué immédiatement et a rédigé... un projet d'interpellation assez vague et général. Les signatures ont abondé, tellement que la droite débordant les interpellants, ils disparaissaient. C'était une manœuvre ; ils l'ont déjouée résolument, en inscri-

vant en toutes lettres la *responsabilité des ministres* et rien autre sur leur interpellation. On a hésité, puis on a signé : il y en a plus de 100 à l'heure qu'il est [1]. C'est une comédie, ils veulent tous passer pour libéraux maintenant... Tu le disais très bien : une opposition ferme peut seule sauver l'Empire. Voilà cette opposition formée : elle étouffe le bruit de la gauche et concentre l'attention publique ; elle représente vraiment l'opinion du pays et les irréconciliables [2] sont anéantis : leurs déclamations n'ont rien à faire quand le bon sens est en jeu. L'Empire a une dernière faute à commettre ou une corde de salut à saisir. Je ne trouve pas la situation très grave pour le pays — les honnêtes gens commencent à sortir de leur torpeur, — mais tout à fait critique pour le gouvernement. C'est la Restauration au moment des 221, c'est Louis-Philippe au moment des banquets : la crise n'est pas si imminente aujourd'hui, mais elle peut le devenir demain. Une faute grave amènera des mécontentements sourds, puis l'émeute, la bataille et le reste. Je t'ai dit ce que je croyais de cette fatalité là : toute la force de l'Empire ne prévaudra pas contre elle... L'Empereur doit être étonnamment perplexe : ce sont des surprises pour lui que ces sursauts d'opinion. Aux premiers jours, il se souvenait de sa jeunesse et suivait les mouvements : est-il renseigné à l'heure qu'il est ? J'en doute. S'il l'était, il agirait. Il vieillit et sa fortune est entrée déjà dans la décrépitude. Il y a des préventions qu'il ne surmontera pas ; on a longtemps, dans son entourage, considéré les opposants comme des brouillons ambitieux et isolés : on est étonné d'avoir à compter avec eux ; on ne s'y attendait pas. On est gêné dans ses habitudes, dérangé dans ses plaisirs : la machine allait si bien, le vaisseau dérivait si doucement, de quoi se mêlent ces intrus ? Les bureaucrates parvenus qui ont gouverné se sont crus en toute sincérité des hommes providentiels, nés pour l'autorité ; que dirai-je des courtisans, des désœuvrés, des spéculateurs ? Le réveil de l'opinion les embarrasse, les masques se détachent des visages... »

En fait, l'Empereur essaya de suivre le mouvement libéral. Un message du 12 juillet accorda presque en entier le programme des 116. Les jours suivants, on apprit que la session était close, que le Sénat était convoqué pour le 2 août en vue de réformer la Constitution, que le ministère d'Etat était supprimé, que le ministère changeait. C'était la fin du règne de Rouher, qui allait être nommé président du Sénat, à la place de Troplong.

Sorel écrit, le 5 août :

« Je n'ai jamais vu si clair dans notre histoire que depuis trois mois : Louis XVI, Charles X, Louis-Philippe, il y a devant nous de quoi éclairer leur chute. Aveuglement, entêtement, étourdissement, nous avons passé par toutes ces phases : l'aveuglement a été long, l'entêtement court (c'est une justice à rendre), nous en sommes à l'étourdissement et Dieu sait ce qui nous en adviendra... Nous avons un sénatus-consulte qui cède tout ce qu'on avait repris : le Sénat va le voter ; il n'avait qu'une attribution, conserver la Constitution, et il ne la conservera point... En attendant, la rente monte ; chaque fois qu'on enlève un article à la Constitution et que l'Empereur se défait d'une prérogative, le pays reprend un peu de confiance : voilà où nous en sommes. Situation plaisante et contradictoire : les mots n'ont plus leur sens parce que tout est faussé depuis des années ; voilà un signe vulgaire de confiance Si on y regarde de près, c'est la marque de défiance la plus accusée et la plus décisive.

Donc, nous voilà en plein parlementarisme, ou nous allons y être dans un mois et je ne crois pas que l'on doive s'en réjouir franchement. La situation est trop mauvaise pour que l'on espère, et cette expérience se fait dans des conditions trop fâcheuses pour avoir d'autre résultat que de fournir aux autoritaires des arguments nouveaux... On a essayé d'un remède, il n'a pas suffi ; puis d'un autre ; on a épuisé toute la médecine officielle ; on recourt maintenant à l'homéopathie parlementaire. Est-il temps encore ? Le malade est bien affaibli, bien épuisé, bien anémique ; on lui ordonne le grand air et la viande rouge, aura-t-il la force de les supporter ? Il y a des haines accumulées que l'on a rien fait pour éteindre, que l'on a provoquées au contraire par des airs de triomphe humiliants ; il y a toute une série de fautes, de revers, de deceptions, que l'on a jamais avoués, dont on s'est vanté comme d'autant de succès ; il y a une lassitude de l'opinion curieuse de nouveautés et de mouvement ; il y a une débâcle de toutes les entreprises foncières, créées il y a quinze ans ; il y a une fermentation socialiste que l'on a cru étouffer et qui a germé au contraire dans l'obscurité, comme toutes les plantes malsaines ; il y a une confusion d'opinions qui résulte de ce que l'on a faussé tous les principes ; il y a un scepticisme inévitable après tant de secousses, de succès impudents et de chutes humiliantes ; il y a une méfiance inévitable ; il y a une décrépitude croissante des hommes qui ont fait ce régime ; il y a un manque total d'hommes et d'idées. Et voilà comment on tente, malgré soi et malgré les siens, une épreuve où trois gouvernements ont péri. Mais on ne pouvait pas faire autrement : c'était la révolution. »

Le Sénat approuva les projets de l'Empereur, le 6 septembre. Trois jours plus tard, Sorel reprend donc son thème :

« Parlons un peu des grosses affaires, le sénatus-consulte et la maladie de l'Empereur. Nous composons tout simplement une des pages les plus curieuses de l'histoire de France. Après dix-huit ans d'Empire autoritaire [1], voilà la Constitution démolie, point de Chambre, des ministres sans popularité et le souverain malade ; on en parle et l'on ne s'en émeut qu'à demi. Il y a une lassitude étrange dans les esprits ; tout le monde dit : Nous ne voulons pas de révolution, et l'on vient d'en faire une considérable et l'on attend paisiblement les résultats. La Bourse monte et baisse, à Paris d'abord, puis par contre-coup à Vienne et à Berlin, puis, par choc en retour, à Paris de nouveau. Cette panique allemande, au bruit répandu de la mort de l'Empereur, est caractéristique : il parait que l'on s'abordait dans les rues à Berlin d'un air effaré : Voilà l'Empereur mort, que va-t-il advenir ? La Prusse va-t-elle profiter du gâchis pour faire passer le Mein à ses troupes ? [2]. La France, pour sortir du même gâ-

[1] On a vu que le chiffre monta à 116.

[2] C'était le nom adopté par Gambetta et ses amis, les radicaux.

[1] Les historiens d'aujourd'hui voient un tournant dans le décret du 24 novembre 1860. On divise donc l'histoire du Second Empire en trois parties : Empire autoritaire, 1852-1860, — Empire libéral, 1860-1869, — Empire parlementaire, 1869-1870.

[2] Le Mein était la frontière de la Confédération de l'Allemagne du Nord, groupée autour de la Prusse. Au sud du Mein commençait l'Allemagne du Sud.

chis, va-t-elle faire la guerre ? Aura-t-on une régence qui voudra frapper de grands coups pour étourdir les gens ? Aura-t-on un parlement humanitaire ? Aura-t-on une république à convulsions, comme les précédentes, qui va jeter partout feu et flamme, allumer l'Allemagne et, au lieu de l'Empire prussien, propager la grande fédération des Germains affranchis ? On se demandait tout cela. Et je crois qu'on pensait bien aussi : Voici que s'en vont l'homme et la politique qui nous a laissés faire, qui nous a faits ; toute cette foule brodée et confite en graisse une fois balayée, trouverons-nous un gouvernement assez endormi dans ses rêves utopiques, assez concentré dans sa suffisance pour recommencer 1866 ? »

On voit à quel point la situation européenne était instable, à quel point la maladie de l'Empereur faisait travailler les imaginations. Cette fin du Second Empire est lamentable. Nous le savions déjà par la magnifique *Histoire* de Pierre de La Gorce. Mais les notations si précises, si nuancées, si vigoureuses de Sorel ajoutent encore des ombres au tableau qui nous en avait été donné par le grand écrivain. Voici un nouveau témoignage en date du 16 septembre :

« La débâcle est commencée, la crise approche. Ce sera le thème pour quelque temps. Je le varierai comme je pourrai. C'est la chute la plus médiocre que fait l'Empire. Ce n'est pas même une chute, c'est un éboulement, un glissement, un effondrement. On n'y comprend rien. De telles illusions sont pardonnables à un bourgeois qui touche à sa fin : il continue son négoce, ses commis vont leur train ordinaire, sa famille lui cache la vérité; de la part du gouvernement, cet aveuglement est coupable. De la part d'hommes infatués et méprisants comme ceux qui nous mènent, il est ridicule. Ils ont commencé par un escamotage, ils finiront de même. Ils ont vécu de quatre ou cinq idées, mélange de rêveries saint-simoniennes, de paradoxes économiques et de lieux communs libérâtres : tout cela était inventé avant eux, ils l'ont appliqué et aisément, puisqu'ils avaient le vide et le silence, mais ils n'ont rien édifié de complet, ils n'ont rien tenté qu'à moitié ; ils ont rusé toujours, ils ont voulu gouverner par la force et la finesse ; *ils n'ont cru qu'à l'habileté* et ils n'en ont point eu. S'ils ont réussi quelquefois, c'est qu'ils étaient heureux. On l'a bien vu le jour où la fortune a manqué, ou plutôt quand, la première surprise passée, le premier feu d'artifice éteint, on a ouvert les yeux, tâché de voir clair. Idées, hommes, systèmes, tout est usé à l'heure qu'il est et il n'en reste rien... »

Jugement sévère. On y retrouve ce mot que nous avons relevé plus haut et qui est si révélateur : « *Ils n'ont cru qu'à l'habileté !* » Elle ne suffit donc pas, même en politique réaliste. Assurément, la bonne volonté, les intentions pures ne suffisent pas non plus. Il y avait, à ce moment même, en Europe, un petit souverain très malheureux, et pourtant très pénétré de ses devoirs, très désireux de rendre ses sujets heureux, très convaincu de l'influence des facteurs religieux et moraux. Ce souverain, on l'a deviné, c'était le grand et doux Pontife Pie IX. Il était victime d'un état général du monde, d'un complexe spirituel dominant toute l'ère industrielle. Il avait pu constater combien il est difficile, dans un monde rongé d'idées révolutionnaires, de faire un peu de bien. Ses meilleures intentions avaient été méconnues ou travesties, ses enseignements contredits ou mal interprétés. De même qu'il y a en algèbre des problèmes que notre science n'est pas encore parvenue à résoudre, tel que les équations du cinquième degré et au-dessus, de même, il doit y avoir en politique des questions présentement insolubles. Le monde avance pourtant. Il marche dans les ténèbres. Et Dieu seul peut savoir à quel ordre mystérieux il obéit.

Sorel regardait son temps. Il le critiquait. Il savait bien pourtant que lui-même n'aurait peut-être pas mieux fait. Dix ans plus tard, quand on lui offrit de devenir Directeur des Affaires politiques, sous Gambetta comme ministre des Affaires étrangères, il se récusa. Il avait une lucidité admirable, mais sans doute n'avait-il pas la puissance d'un homme d'action. Il arrive aux hommes d'Etat de nos jours ce qui est arrivé dans l'Eglise, selon Pierre de Bérulle. Dans les temps primitifs, « le clergé portait hautement gravées en soi-même, l'autorité de Dieu, la sainteté de Dieu, la lumière de Dieu », Mais aujourd'hui, disait-il tristement, « ces trois qualités, autorité, sainteté, doctrine, que l'esprit de Dieu avaient jointes ensemble, étant divisées par l'esprit de l'homme et l'esprit du siècle, l'autorité est demeurée aux prélats, la sainteté aux religieux et la doctrine aux académies... » Ainsi, les gouvernants devraient réunir à la fois l'*autorité*, la *science*, l'*honnêteté*. Mais souvent ceux qui possèdent l'autorité n'ont pas la science, ou pas l'honnêteté. Ou bien ceux qui auraient la science et l'honnêteté ne sont pas au pouvoir !

Terminons ces extraits des lettres de Sorel par ce passage du 23 octobre, qui est la dernière date de la collection :

« Figure-toi que nous sommes toujours au même point politique. C'était à prévoir et c'est à ne pas croire. L'Empereur est à Compiègne et prépare avec ses ministres de bons petits projets, poudre à jeter aux moineaux, sur quoi il compte pour calmer le pays. Il faudrait du calme cependant et du temps surtout ; jetés comme nous sommes en pleine licence de presse et de parole, nous commençons à peine à nous remettre de la surprise ; il nous faudrait des mois pour nous acclimater. Les socialistes sont très tapageurs, mais ne sont pas très nombreux. C'est le même personnel d'orateurs et de claqueurs qui se transporte de club en club. Ce sont ces gens-là surtout et le peuple qui les écoute, qui n'ont pas la moindre notion de la liberté : et où le peuple l'aurait-il prise, depuis dix-huit ans, cette notion-là ? Nous autres, nous avons l'éducation, la raison, les livres, eux ne jugent que d'après ce qu'ils voient. Il n'y a que l'exemple qui agisse sur les masses et il agit très lentement. Les prétentions à l'absolutisme réactionnaire se font jour à nouveau. La canaille qui se proclame peuple (quatre à cinq cents braillards tout au plus dans Paris, j'entends les meneurs), n'est pas plus nombreuse qu'en 92. Elle a suffi en ce temps-là, à terrifier la France et l'Europe ; il faut croire que la leçon nous profitera .. Le désarroi des partis n'est pas moins grand que celui du gouvernement. Il y a zizanie entre les bonapartistes. Oui, aucun parti, per-

sonne n'est prêt et les événements marchent. Il y a deux places à prendre et deux rôles à jouer : à soutenir, si l'on peut, le gouvernement, à forcer l'Empereur à appliquer rigoureusement les principes qu'il a proclamés (c'est le devoir ingrat des honnêtes députés du centre gauche), à préparer un gouvernement dans le cas d'une catastrophe : ce serait le jeu de la gauche et des républicains modérés. Les uns et les autres semblent ne point se sentir de taille... »

De tout cela, nous retiendrons surtout la proclamation de faillite de l'*habileté* seule. Ce qui manque à nos sociétés modernes, c'est un grand idéal religieux et moral. Il faudrait reprendre la civilisation par la base, par l'éducation de la jeunesse, par un *retour à l'Evangile*. Il faudrait !... *Rogate Dominum messis ut mittat operarios in messem suam !* Il y a eu, dans notre histoire, des périodes plus sombres que la nôtre. Dieu a daigné nous en tirer. Il est le Maître des temps, des choses, des hommes. Nos supplications peuvent et doivent obtenir les grâces de salut sans lesquelles toutes les habiletés seront vaines !

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

Géraud VENZAC. — De Chateaubriand à Barrès. *Au pays de leur enfance.* — Petit in-4o de 265 p., illustré, br. 15 f., cart. 21 f. — Paris, Fernand Lanore. 1936.

« On médit des poètes et de la poésie. On leur accorde tout le domaine de la musique et de la fantaisie, celui des sons et des images. Pour le reste, le vulgaire les croit inexacts et menteurs. Ils embellissent dit-on, ils déforment, ils trompent. Tout cela sous prétexte qu'ils ne s'asservissent pas au détail des choses. Mais c'est nous qui ne savons pas voir, retenus par de pauvres apparences, peu sensibles à la spiritualité d'un paysage. Chez eux, quelles vues hardies, quelle promptitude à sentir et à goûter, à dégager des couleurs et des formes le contour moral, et pour l'âme une nourriture ! De leur pays, de leur maison, des prairies ou des bois de leur enfance, ils tirent de hauts enseignements... » (P. 46).

Ces enseignements, un de nos confrères, qui fut naguère un brillant élève de l'Institut Catholique de Paris et qui professe aujourd'hui la Rhétorique dans un Petit Séminaire du Midi, est allé les recueillir et en quelque sorte les contrôler sur les lieux mêmes qui les inspirèrent. « Veux-tu comprendre un poète, avait dit Gœthe, va voir son pays. »

M. l'abbé Venzac s'en est allé voir Saint-Malo par un matin de brume, car « le soleil est trop classique » pour qui veut « retrouver le rocher romantique et le ciel de tempête qui virent naître le père du romantisme. » Puis il a suivi le jeune François-René à Plancoët, le pays de sa mère où il resta jusqu'à l'âge de trois ans, à la chapelle de Notre-Dame de Nazareth où sa nourrice le voua au bleu et au blanc jusqu'à sept ans, mais surtout dans le château et les bois de Combourg qui ont été le berceau de ses songes, où il a « commencé à sentir la première atteinte de cet ennui qu'il a traîné toute (sa) vie, de cette tristesse qui a fait (son) tourment et (sa) félicité. »

De ces lieux il nous fait une description attentive. Et dans ce cadre les personnages viennent naturellement se placer, tels que le « chevalier » nous les a dépeints : le père, sombre et taciturne, martelant d'un pas régulier les dalles de la grande salle ; Madame de Chateaubriand, reposant sur un vieux lit de jour ; Lucile et son frère, assis près du feu. Et puis, dans la journée, les courses à travers les bois, les landes et les guérets. René s'arrête parfois, il s'assied, il rêve. Déjà il se referme sur lui-même, déjà se pose pour lui l'énigme de la vie, déjà il éprouve une grande lassitude. M. Venzac excelle à découvrir les « coins secrets de poésie » de cette jeunesse que l'auteur des *Mémoires* s'ingénia plus tard, et non sans « une certaine coquetterie fanfaronne », à présenter sous des couleurs assez crues.

« Pour n'importe quel écrivain, écrit M. Venzac à propos de Barrès, on aime à chercher sur le visage des siens la première ébauche de son génie. » C'est ce qu'il a fait déjà pour Lamartine, dont il nous conte la naissance, rue des Ursulines, à Mâcon. Mais la « terre natale » de Lamartine n'est pas à Mâcon, et les années qu'il y passa ne comptent pas pour ses souvenirs d'enfance. C'est à Milly qu'il va s'ouvrir à la vie. C'est Milly qui lui donnera pour toujours le sentiment religieux de la nature, du peuple et de la vie. M. l'abbé Venzac a suivi le poète à travers les bois de Monsard, d'où l'on peut tenir sous le regard tout son pays, et avec quel charme, quelle émotion discrète, quelles aimables couleurs, quelle poésie rurale, simple et vraie, ne le décrit-il pas à son tour !

Une enfance heureuse, au milieu des champs, et une mère chrétienne, qui fut la première institutrice de ses enfants et qui, derrière la nature, leur faisait aimer et admirer le Créateur. Cette femme qui, le soir, à la belle saison, fait sa prière au fond du jardin, dans une allée bordée d'œillets roses, n'annonce-t-elle pas, ne prépare-t-elle pas le poète des *Méditations ?* Lamartine, c'est Milly et c'est sa mère.

C'est la mère aussi qui tient la première place dans le récit de l'enfance de Victor Hugo :

> ...Je vous dirai peut-être quelque jour
> Quel lait pur, que de soins, que de vœux, que d'amour,
> Prodigués pour ma vie en naissant condamnée,
> M'ont fait deux fois l'enfant de ma mère obstinée ..

Est-ce à dire que l'influence de cette mère fut de tout point heureuse. Hélas ! non. Et M. Venzac ne le cache point. Toute « vendéenne » qu'elle fût, madame Hugo s'était fort bien accommodée d'un mariage civil. Elle ne fit point baptiser son fils. Les troubles familiaux qui se terminèrent par un divorce firent également peser une ombre pénible sur toute la jeunesse de Victor Hugo. Bref, rien d'une enfance chrétienne. Et quelle aberration chez cette mère qui laisse à ses enfants une entière liberté dans leurs lectures, bien plus, qui pour choisir ses livres, les fait essayer par ses deux fils !

Et voici, établi par M. Venzac, le bilan, assez triste, d'une jeunesse qui explique toute la vie : « La foi chrétienne ne pouvait pas être pour lui une réalité intime. Il n'a pas été baptisé, il n'a jamais étudié son catéchisme, il n'a reçu aucune formation religieuse. A Madrid, il est inscrit comme protestant, il assiste à la messe, mais ne prie pas, ne se confesse pas, ne communie pas. A la pension Cordier, il va à la messe à Saint-Germain-des-Prés avec ses camarades, mais à l'église il fait des vers. Cette éducation est expressément voulue de la part de sa mère, à qui il faut bien reconnaître l'esprit voltairien de la bourgeoisie du temps. A Victor Hugo il manquera toujours beaucoup de choses que lui eussent peut-être données le sens religieux, ou tout au moins une première éducation religieuse : cette profondeur, ce sentiment tragique de la vie, et aussi cette souplesse, cette tendresse, qu'on aime chez Racine, chez Chateaubriand, chez Lamartine, chez Barrès. Lui, demeure à la surface sonore et colorée des choses, il voit, il entend, il parle, il déclame, et l'on regrette toujours, dans ses plus beaux livres de vers, de retrouver si peu le chant naturel du cœur » (p. 129).